

# Catherine Deneuve à son tour dénoncée

**Pour avoir mis son nom au bas d'une tribune transgressive à l'égard de la cause féministe, l'actrice française s'est attiré de cinglantes répliques.**

**PHILIPPE BONNET**  
À PARIS

Depuis que Catherine Deneuve a osé signer dans le Monde daté du 9 janvier une tribune tendant à dénoncer les excès de la parole féministe dans les médias et les réseaux sociaux, la thématique sur les violences faites aux femmes brûle à nouveau dans l'Hexagone. Déjà en octobre dans l'émission Quotidien, elle avait déploré l'ampleur du phénomène né autour de l'affaire Harvey Weinstein. Quand l'animateur Yann Barthès lui avait fait remarquer qu'elle n'allait pas se faire que des amis en prenant une telle position, elle avait rétorqué *«tant pis pour eux et tant pis pour moi»*. Elle ne croyait pas si bien dire puisque sa signature au bas d'une tribune dont elle assume chaque ligne, lui a coûté hier une volée de bois vert, notamment de l'ex-ministre Ségolène Royal qui sur Twitter, n'a pas mâché ses mots: *«Dommage que notre grande Catherine Deneuve se joigne à ce texte consternant. Toutes nos pensées, hommes et femmes soucieux de la dignité des femmes, vont aux victimes de violence sexuelle, écrasées par la peur d'en parler.»*

Ce qui lui valait mercredi l'ire des associations féministes, était entre autres choses d'avoir voulu avec 100 femmes signataires, critiquer la vague dénonciatrice en ces termes:

*«Cette justice expéditive a déjà ses victimes, des hommes sanctionnés dans l'exercice de leur métier, contraints à la démission, etc., alors qu'ils n'ont eu pour seul tort d'avoir touché un genou, tenté de voler un baiser, parlé de choses intimes lors d'un dîner professionnel ou d'avoir envoyé des messages à connotation sexuelle à une femme chez qui l'attirance n'était pas réciproque.»* Pour les auteurs (1) de cette tribune transgressive qui souligne pourtant en préambule que le *«viol est un crime»*, mais que la *«drague insistante ou maladroite n'est pas un délit, ni la galanterie une agression machiste»*, c'est la liberté même qui se trouverait menacée, y compris selon toute apparence, celle de débattre.

## La polémique enflé

La polémique repart de plus belle. Il est un fait, en France du moins, que durant l'automne et jusqu'à la fin de l'année, un lourd silence prévalait, parallèlement à un mouvement de défoulement univoque sur les comportements déplacés. Le ministre de l'Economie Bruno Lemaire avait même dû produire des excuses publiques en octobre pour avoir fait part de ses réserves à l'égard du principe de délation. Avec le texte signé par Catherine Deneuve mais aussi par des personnages très opposés comme l'intellectuelle Elisabeth Lévy ou l'ex-actrice porno Brigitte Lahaie, la polémique repart de plus belle. Empruntant à l'écriture inclusive, une trentaine de personnalités et membres d'associations ont vivement riposté mercredi sur le site de France Info en prévenant, commina-

toires, que *«les porcs et leurs alliées ont raison de s'inquiéter»*. Le ton est donc monté d'un bon cran face à celles qui avaient décidé de braver une doxa jusqu'ici intouchable.

(1) La psychanalyste Sarah Chiche, l'écrivain Catherine Millet, Catherine Robbe-Grillet, comédienne et auteur, les journalistes Peggy Sastre et Abnousse Shalmani.

**«Les porcs et leurs alliées ont raison de s'inquiéter.»**

**UNE TRENTAINE DE PERSONNALITÉS ET MEMBRES D'ASSOCIATIONS.**